



Pour un plan d'urgence dans l'éducation, pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail et l'abrogation des réformes Blanquer !

Appel à se mobiliser dès la rentrée, à se mettre en grève le 23 septembre et à préparer la mobilisation interprofessionnelle du 5 octobre.

Toutes et tous en grève le jeudi 23 septembre !

*À l'appel de l'intersyndicale éducation de la Région parisienne réunissant la
CGT Educ'action, FNEC FP-FO, FSU Ile-de-France et SUD éducation*

Manifestation à Paris

Départ à 13h30 à Luxembourg en direction du ministère de l'Éducation nationale

La rentrée 2021 est de nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire. Par ailleurs, alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public : refus de créer un collectif budgétaire pour la création de postes d'enseignant.es, de CPE, AED, AESH, de PsyEN, de RASED, de personnels administratifs, techniques, santé et sociaux dans les écoles, les établissements et les services pour répondre aux besoins et annuler les suppressions de postes notamment dans le 2d degré où le déploiement d'heures supplémentaires est une réponse inadaptée.

Les annonces du Grenelle ont confirmé qu'il n'y aurait pas de loi de programmation pluriannuelle. Un renoncement de plus qui ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Au-delà de la deuxième tranche de la prime d'attractivité, très insuffisante pour rattraper les retards, il est bien difficile de voir de quelconques perspectives de revalorisation pour les années à venir. Il est urgent d'augmenter les salaires de tous les personnels.

Nos organisations dénoncent l'ensemble de ces mesures qui tournent le dos à la priorité à l'éducation et cherchent à transformer en profondeur les métiers dans le sens de contraintes supplémentaires sur les personnels : projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école et de hiérarchies intermédiaires, pilotage par l'évaluation. Nous ne pouvons accepter de tels reculs.

Nos organisations refusent la généralisation du contrôle continu et demandent le rétablissement du baccalauréat national pour la session 2022, avec des épreuves nationales, terminales et anonymes. Nos organisations appellent la profession à se mobiliser dès la prérentrée afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre Ecole ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires et sans personnels revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

En région parisienne, l'administration a annoncé fin juin à plusieurs milliers de collègues non-titulaires ne pas être en mesure de renouveler leur contrat. Nous dénonçons la brutalité de l'administration alors que la plupart ont déjà plusieurs années d'ancienneté et que le non-renouvellement risque de les priver ensuite d'un accès au CDI, alors que des besoins existent incontestablement et qu'il y a, en cette rentrée, de nombreux postes vacants.

Nous appelons les personnels à se réunir, y compris avec les parents d'élèves, pour lister les revendications et préparer une action nationale d'ampleur et à se mettre en grève le 23 septembre et à relayer l'appel national des organisations CGT, FO, FSU, Solidaires, FIDL, MNL, UNEF et UNL à la grève interprofessionnelle le 5 octobre.